

RESTITUTIONS DES ATELIERS

Lucie Leblay

S'il vous plaît, nous allons démarrer ce temps de restitution des ateliers. De manière très simple, nous allons démarrer par l'atelier numéro un. Merci. Je vous répète un peu les consignes. L'idée est que nous ayons environ sept minutes de restitution. Après, on laissera un temps d'échange. N'hésitez donc pas à réagir. Nous allons fonctionner de cette manière. Merci.

Anne Poterel

RSE et Développement

Bonjour, je restitue les **propositions de l'atelier 1, qui était intitulé « informer et sensibiliser sur les enjeux de la solidarité internationale »**. Des deux ateliers, il y a trois actions prioritaires qui ont été retenues. La première est de **constituer une banque d'argumentaires et des outils** permettant de les mettre en œuvre en fonction des besoins des acteurs. L'idée étant de se dire, concernant la sensibilisation sur la solidarité internationale et le plaidoyer, qu'il y a des outils qui existent déjà. Il y a des acteurs qui mettent en place des actions sur le territoire de la région Bretagne. Mais tout le monde n'est pas forcément informé de ces pratiques et de ces outils, et des argumentaires. Aussi, le réseau ou la plate-forme régionale pourrait permettre de mettre en commun ces argumentaires, ces outils, de les partager notamment aux acteurs qui ne le font pas habituellement. Je pense que pour cette action-là, nous pourrions y revenir ensuite.

Une deuxième proposition était d'**identifier des événements sur le territoire breton, qui existent déjà, qui ne sont pas forcément centrés sur la solidarité internationale** et qui attirent un public conséquent. Le réseau pourrait donc identifier et permettre d'identifier ces événements-là. L'idée est que pour ces événements, et nous pensions notamment à l'Open de l'international, où il y a un public déjà assuré, il y ait un représentant du réseau, du secteur de la solidarité internationale qui vienne pour porter un message de la solidarité internationale, un message commun qui inciterait aussi à l'engagement. L'idée est d'avoir une volonté d'élargir la cible au-delà du public habituel qui est touché par les messages de sensibilisation à la solidarité internationale, d'aller au-delà du cercle de convaincus. Il faut donc toucher des cibles différentes et aller à ces événements hors champ, permettant de toucher des publics plus larges. En sachant que parfois, sur les événements centrés sur la solidarité internationale, le public est parfois réduit. Ce serait aussi des occasions de provoquer du débat avec des personnes qui ne sont pas forcément sensibilisées, non convaincues. Parce que l'idée est ressortie que c'était aussi en créant les conditions du débat que nous allions pouvoir sensibiliser à ces enjeux-là. L'idée qui soutenait aussi un peu cette proposition était de se rattacher à d'autres thèmes, pas forcément liés directement à la solidarité internationale, mais qui touchent les gens au quotidien. Il y avait notamment l'exemple d'un forum de l'eau qui est organisé prochainement. Le thème n'est donc pas forcément la solidarité internationale. Mais nous pouvons y intégrer de la solidarité internationale. C'est un thème concret qui touche les gens au quotidien. C'est donc plus facile de les sensibiliser à la solidarité internationale via ce biais-là. L'idée plus générale qui est ressortie des deux ateliers était aussi qu'il fallait globaliser, parler de solidarité internationale comme d'une forme de solidarité, et donc d'arriver à faire plus le lien entre ce qui se passe ici et ailleurs. Dans ce cadre-là, a notamment aussi été évoqué le fait que les ODD pourraient aussi être un cadre intéressant pour sensibiliser, parce que cela apporte justement un message universel.

La dernière proposition, qui concernait plus en particulier la cible des jeunes, qui était une cible qui est revenue plusieurs fois comme cible essentielle à sensibiliser, était que la plate-forme pouvait **créer et animer des réseaux sociaux qui puissent permettre de mettre en relation les offres et les demandes d'engagement en direction des jeunes**. L'idée est que les associations de la plate-forme pourraient partager sur ces réseaux sociaux leurs appels à bonne volonté en direction des jeunes, que ce soit pour faire du bénévolat, des missions à l'étranger, ou être impliqués aussi dans des conseils

d'administration. Les jeunes pourraient donc trouver sur ces réseaux sociaux une réponse à leurs questions en termes d'engagement. Il y a plusieurs constats sur l'importance de mobiliser et d'impliquer les jeunes. D'une part, il y a des jeunes qui sont motivés et qui veulent s'investir. D'autre part, nous avons quand même du mal à les toucher. Les acteurs de la solidarité internationale ont du mal à aller vers ces publics-là, parce qu'ils les connaissent mal, parce qu'ils n'ont pas forcément les mêmes usages. Il y a aussi la question importante du renouvellement des générations dans les associations, dans les conseils d'administration. Parmi les bénévoles des associations, ce sont souvent des générations plus âgées également. Il y a donc une certaine rupture générationnelle qu'il faut envisager. Cet outil-là permettrait de mieux parler aux jeunes et de répondre à leurs attentes en termes d'engagement.

Il y avait aussi un élément de débat intéressant, un peu au-delà de ces trois actions-là, mais qu'il est important de restituer. Il y a eu aussi un débat, dans un des ateliers, sur la question de la **sensibilisation à la solidarité internationale**. Il y a effectivement une sensibilisation en direction des publics externes, les jeunes, les entreprises, d'autres acteurs de la solidarité internationale. Mais il y a peut-être aussi un travail à faire en interne, en direction des acteurs eux-mêmes de la solidarité internationale. L'idée étant que le sens même de la solidarité internationale a évolué, que les acteurs ne sont pas forcément tous d'accord là-dessus, et qu'il est donc difficile d'aller sensibiliser des gens à la solidarité internationale si les acteurs eux-mêmes ne sont pas forcément cohérents ou d'accord sur le sens de la solidarité internationale, de ce que cela représente aujourd'hui dans le monde actuel. Il y a donc aussi une réflexion pour savoir si le réseau ne pourrait pas être un lieu où on sensibilise, on forme, on accompagne les acteurs de la solidarité internationale sur **le sens même de la solidarité internationale**.

[Applaudissements]

Lucie Leblay

Est-ce qu'il y a des personnes qui souhaitent réagir, qui ont des commentaires à faire ou des questionnements ?

Question dans la salle en lien avec l'éducation au développement, à la citoyenneté [hors micro]

Anne Poterel

Oui, il y a eu plusieurs choses. Là, c'est effectivement la synthèse des trois actions prioritaires. La question de la sensibilisation en direction des jeunes est revenue plusieurs fois sous des angles différents. Il y a eu des témoignages, notamment d'enseignants qui, dans les établissements, se posaient des questions sur comment identifier des personnes ressources qui peuvent mettre en place des actions, et sur les outils pédagogiques à développer. Il y a donc eu cette question de l'identification des acteurs qui sont en capacité de mettre en place des actions dans les établissements. Il y a aussi eu la question de la difficulté à mener des actions dans les établissements scolaires, très liée à des engagements personnels d'enseignants, du coup, c'était difficilement pérenne. Il y avait aussi parfois une sur-sollicitation des établissements par différents acteurs associatifs, qu'ils soient de la solidarité internationale ou pas. Je pense que ce sont les points qui ont été abordés.

Michel Lever

Je voudrais ajouter un tout petit complément à ce que tu as évoqué tout à fait à la fin, en disant qu'il fallait aussi agir vers les membres de cette communauté et que le réseau devait aider les acteurs à se mettre d'accord sur ce qu'on entend par solidarité internationale. J'ajouterais qu'il faut aussi aider les acteurs de cette communauté régionale à parler le langage de leur cible. Je vais prendre deux exemples que tu as évoqués : vers les jeunes et via les réseaux sociaux. Comment le réseau régional peut-il aider les acteurs de la solidarité à parler le langage des jeunes grâce aux réseaux sociaux et à les toucher, atteindre cette cible ? L'autre exemple est celui de l'Open de l'international et des entreprises. Puisque nous avons fait cela, avec la Région, en 2017. C'est la formation des associations, des membres du réseau,

pour apprendre à aller justement parler à ces nouveaux acteurs que sont les entreprises. Il ne faut pas y aller naïvement demander de l'argent, par exemple, ou je ne sais quoi, alors qu'en réalité, il faut apprendre à leur parler leur propre langage, les toucher auprès de leurs intérêts, etc., de façon à nouer finalement un potentiel partenariat. C'est un besoin de former les acteurs à ces nouvelles cibles de communication.

Anne Poterel

Tout à fait, j'avais effectivement oublié. Nous l'avions évoqué. D'ailleurs, c'était aussi lié au point 2 sur les événements locaux hors champ. L'idée était que d'un côté, en tant que réseau, on puisse se mobiliser pour aller parler et prendre la parole dans ces événements-là, mais que le réseau puisse aussi soutenir les acteurs qui vont prendre la parole en les formant avant sur les différentes cibles, et aussi éventuellement apporter une participation financière si l'événement est payant, etc.

Michel Lever

Ce n'est donc pas que la formation, puisqu'il y avait aussi tout un atelier qui traitait de la question de la formation. C'est vraiment une formation aux outils de communication, pour savoir comment toucher sa cible.

Anne Poterel

Oui, il y avait aussi un point que je n'avais pas forcément évoqué, mais qui est ressorti dans les ateliers. C'est la question des médias, qui est un peu aussi dans la troisième action, de savoir comment mobiliser les médias pour toucher tous ces publics-là. Il y avait plein d'autres points.

Un intervenant

C'est juste pour souligner un point de discussion sur... je ne veux pas trop employer le terme de « cibles », mais il s'agit des acteurs que nous pourrions mobiliser ou toucher. Certains considèrent qu'il y a des champs assez divers, les entreprises, les jeunes, etc. D'autres, dont je suis, mettent une priorité plutôt sur les jeunes, au nom en particulier du renouvellement des générations, dans les associations de solidarité internationale. Ce qui veut dire aussi que les personnes en place, comme beaucoup d'entre nous ici, apprennent à connaître les nouvelles façons de faire des jeunes, leurs attentes. Parce que ce n'est pas spontané.

Lucie Leblay

Je vous remercie. Je vous propose de passer à la restitution de l'**atelier numéro 2**, qui portait sur l'accompagnement des porteurs de projets, la participation à l'amélioration des compétences. Pour le coup, j'appelle Luc.

Luc Morvan

Solidarité internationale de la Baie

L'atelier « **accompagnement des porteurs de projets - participation à l'amélioration des compétences** » était animé par Sonia Scolan, de la CASI. Les deux grandes actions qui ont été proposées par les deux groupes, qui vont faire l'objet d'un développement, sont, d'une part, **d'accompagner ou de créer des groupes pays ou thématiques appuyés sur des référents**. Effectivement, les actions répondent aux questions posées par les associations, les différentes structures sur les besoins d'accompagnement que nous avons. Il existe, dans la région, une multitude de compétences, de référents, que ce soit des structures, des associations ou des individus. Un moyen efficace de structurer ces référents, ces compétences, ces expertises serait de créer ou d'accompagner des groupes, des collectifs pays ou thématiques. Des collectifs de ce type, il en a existé, le collectif Niger par exemple. Un collectif Vietnam existe actuellement au sein de la Région Bretagne, qui a pour but d'appuyer des projets au Vietnam. L'idée est de constituer des groupes de personnes, des associations, des structures organisées par pays ou groupes de pays, ou par thématique. Prenons la thématique eau,

accès à l'eau : PS-eau ferait partie de ce groupe thématique. Sur l'énergie, Electriciens sans frontières ferait partie de cette thématique-là. Les groupes pays peuvent être des pays ou des groupes de pays. Par exemple, un groupe de pays pourrait être l'Afrique de l'Ouest. Ces collectifs pourraient notamment appuyer les formations. Sur l'interculturalité, c'est notamment un thème qui a été beaucoup abordé ce matin, pour accompagner un porteur de projets. Pour bien comprendre et monter, coconstruire un projet avec son partenaire, il faut déjà comprendre sa culture, son vocabulaire. Un des moyens de parvenir à cette meilleure compréhension, c'est la formation à l'interculturalité. Cela pourrait être par le biais d'un collectif par exemple Afrique de l'Ouest, qui regrouperait des référents, des experts d'ici, du Sud, mais aussi des associations de la diaspora. Citons l'UBGOF¹ par exemple.

Une deuxième action est de **renforcer les compétences des acteurs par la connaissance des ressources et outils de formation et d'accompagnement des porteurs de projets**. Là, nous allons un peu décliner et préciser ces actions. Le premier élément est l'**identification des compétences existantes**. Les compétences existent, nous l'avons vu. Elles existent ou elles sont peut-être à créer. Mais il y en a une multitude dans la région, que ce soit des associations, des structures. Également, au sein de chaque association, il y a des gens qui sont des experts dans tel ou tel domaine (agriculture, hydraulique, énergie). La question qui se pose est de savoir s'il est possible d'établir la liste de toutes ces compétences. C'est un lourd travail, mais c'est un travail qui pourrait être une des premières actions du futur réseau. Quid de la légitimité de ces référents techniques ? Il faut vraiment que ce soit des référents qui aient la légitimité, la capacité d'apporter une expertise auprès des associations.

Le deuxième point, c'est **porter à connaissance, créer des compétences par la mise en place de formations**. Ce matin, on a beaucoup insisté sur 4 points, 4 formations absolument nécessaires pour les associations. C'est le **montage de projets**, qui s'appuie sur un diagnostic le plus fin possible, le **montage de dossiers**, l'**évaluation** (point très important qui fait un peu défaut à nos associations) ante, post et au cours du projet. Le dernier point est l'**interculturalité**. Porter à connaissance, création de compétences, des formations, des outils et ressources, qui sont nombreux. Nous les avons cités. Il y en a qui existent, d'autres qui sont à mettre en place, des banques de données, des fiches thématiques. Là, nous rejoignons les groupes thématiques dont il vient d'être question, notamment sur l'élimination, le recyclage de déchets, l'énergie, l'eau, l'assainissement, l'agriculture, etc., la réalisation de listes de contacts, partenaires, ici et au Sud, bailleurs de fonds, etc., la réalisation de guides d'accueil, notamment pour les associations nouvelles qui se créent et qui n'ont pas forcément la connaissance des problématiques de solidarité internationale, et surtout, qui n'ont pas la connaissance des structures existantes, des réseaux. Il est aussi question de la valorisation des outils pédagogiques, notamment auprès des jeunes, quel que soit leur niveau scolaire, ou avec un projet de mobilité, de départ vers un pays du Sud. Il s'agit d'établir des listes de contacts et de partenaires, entreprises, associations, collectivités, au Nord comme au Sud. Il s'agit d'établir également les formations existant sur le Web. Il y a les Webinaires, ou MOOC, par exemple, qui existent. On peut citer aussi l'enregistrement de conférences qui peuvent intéresser toutes les associations, mais qui n'ont pas forcément la possibilité de se déplacer pour assister à telle ou telle conférence. Il y a la connaissance, qui peut s'appuyer sur les collectifs pays, des structures, politiques, administratives des plans nationaux, régionaux de développement existant dans ces pays. Car parfois, nous avons trop constaté, quelle que soit l'association, que nous montons un projet avec un partenaire en n'ayant aucune connaissance du plan communal, régional ou national de développement du dit pays. Cela fait aussi partie de l'approche interculturelle, au sens large. Il y a la culture, mais il y a aussi l'environnement socioéconomique, politique du pays en question, pour ne pas justement tomber dans le travers que nous connaissons encore, d'arriver sans connaître le terreau ou l'environnement régional.

Le troisième point, c'est l'**organisation de rencontres, d'échanges** avec les différents experts ou référents que nous avons cités précédemment, d'ici, du Sud, de la diaspora, sur **différentes thématiques** au sein de la région, notamment **sur les pratiques**, qu'elles soient réussies ou mitigées. Les groupes ont insisté sur cette question. Parfois, le partage sur des pratiques ou des projets qui n'ont

¹ Union des Burkinabé du Grand Ouest de la France

pas réussi, abouti ou qui sont mitigés est peut-être plus intéressant que sur des pratiques abouties. Parce que nous voyons bien où sont les obstacles.

Les groupes ont aussi insisté sur un élément de contextualisation, la transversalité. C'est la notion de porteur de projets. **Les porteurs de projets ne sont pas seulement des associations. Ce sont aussi des entreprises, des collectivités, des jeunes qui ont des projets.** Autre élément de contextualisation important, c'est de ne pas tout refaire, mais de s'appuyer sur les dynamiques existantes, notamment les têtes de réseau départementales ou autres structures, dans le respect du principe de subsidiarité. C'est-à-dire que celui qui fait l'action est celui qui a la compétence à son niveau pour le faire de façon efficace.

Lucie Leblay

Est-ce que certaines personnes souhaitent réagir ?

Marie Sergent-CASI Bretagne

C'était juste pour compléter aussi sur les porteurs de projets. Il ne faut pas oublier les professionnels de l'éducation et de l'animation, qui sont aussi des porteurs de projets que nous accompagnons régulièrement dans la mise en place de projets plutôt d'éducation à la citoyenneté et aux solidarités.

Lucie Leblay

Est-ce que d'autres personnes souhaitent réagir ?

Alain Diulein-Président de Jeunes à travers le Monde

Pour rebondir sur ce que vient de dire Marie, parce que j'ai vu cela dans les différents ateliers où j'étais, il y a peut-être une question que nous pourrions formuler de la façon suivante : l'intégration de la solidarité internationale dans les savoirs citoyens et les pratiques citoyennes. Parce que sinon, cela va rester hors sol par rapport aux problématiques sociales et politiques générales auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Cela me paraît vraiment un angle d'attaque particulièrement pertinent et efficace. Mais nous l'avions évoqué. Ce n'est pas du tout pour contester ton excellent rapport, Luc.

Luc Morvan

Je comprends bien. Oui, c'est aussi la transversalité des approches. C'est d'ailleurs un des buts des Assises ou de futurs collectifs, d'ouvrir nos approches aux autres thématiques environnementales, de consommateurs, d'éducation, etc., de façon à porter au mieux le message et les enjeux de la solidarité internationale.

[Applaudissements]

Lucie Leblay

Merci, Luc.

J'appelle maintenant Gaëlle Léveillé, de la CASI, pour la restitution du groupe 3, qui portait sur l'animation des territoires et des réseaux.

Gaëlle Léveillé

Présidente de la CASI-Bretagne

Le thème du **groupe 3** était « **animation des territoires et des réseaux** ». Les questions qui étaient posées étaient « **comment se rencontrer sur les territoires ? Comment mieux travailler ensemble ? Comment se coordonner entre acteurs ?** » La première chose était d'**appuyer les initiatives locales**. C'est-à-dire qu'il y a déjà des choses qui se font au niveau des territoires, mais aussi au niveau départemental. Il est question de savoir comment la plate-forme régionale pourrait accompagner ces initiatives locales, en appui technique, financier, sur la communication et sur les échanges de pratiques. Il est question de vraiment accompagner ce qui se passe

déjà et pas remplacer ce qui se passe déjà. Ensuite, et des groupes en ont déjà parlé, il faut **impulser des rencontres thématiques**, climat, eau, culture, RSE, santé, interculturel. Je lis d'abord ce qu'il y a là-dessus. Ensuite, je compléterai avec d'autres choses qui ont été dites. Entre acteurs, à l'échelon local et régional, le 2 consiste à déterminer comment nous faisons entre nous pour communiquer davantage. Le 3 consiste à savoir comment faire pour, à l'extérieur, apporter une idée de la solidarité internationale. C'est donc **porter un programme d'action et de sensibilisation du grand public**. Nous avons eu deux groupes, matin et après-midi, qui ont été extrêmement différents. C'était assez drôle de voir que nous n'étions pas du tout sur la même chose. Dans le premier groupe, nous étions sur ce que nous avions déjà, ce que nous faisons déjà et ce que nous pouvions demander au niveau régional. L'idée était, au niveau des structures qui étaient là, d'animer régionalement des dynamiques nationales, c'est-à-dire d'animer régionalement le Festisol² par exemple. L'idée est que les coordinations, en particulier au niveau de Festisol, ne sont pas qu'associatives. Il y a aussi des collectivités territoriales et des établissements scolaires. Il s'agit peut-être de profiter de ces moments forts où il y a déjà quelque chose qui est multi acteurs pour le renforcer. Il y a aussi quelque chose qui se fait déjà, les tournées d'acteurs du Sud.

Une autre chose demandée est d'identifier **ce qui se fait dans les différents territoires et de le valoriser**, c'est-à-dire de faire passer ce que vous faites, qui pourrait donner de la matière à d'autres pour inventer leur propre méthode. Mais souvent, nous avons besoin de brainstorming, de pouvoir avoir l'information de ce qui se fait. Dans l'autre groupe, il était question de **repérer les zones blanches**. Les collectifs sont beaucoup sur des pôles. Il y a des collectifs sur Rennes, Lorient, Saint-Brieuc, Brest, Quimper. Ce sont vraiment des pôles, mais dans les régions autour, les associations se débrouillent comme elles peuvent. L'idée est peut-être de réfléchir à comment nous pouvons **animer ces zones blanches**. Cela a aussi été une question posée par la CASI. Mais c'est intéressant de voir que nous la retrouvons ici.

Une autre idée était d'**appuyer la structuration de coordinations locales**. Il y a des endroits où elles existent et d'autres où elles n'existent pas. Nous voyons bien que dans certains lieux, il y a vraiment une demande de créer cette dynamique pour que les gens ensuite se connaissent, apprennent à faire ensemble, et puissent fonctionner seuls.

La quatrième idée consiste à **organiser des rencontres sur des thèmes**. Le climat et l'eau sont vraiment des thématiques qui peuvent permettre de travailler avec d'autres collectivités, sur tout ce qui est développement durable, scolaire, collectivités territoriales. Cela nous a semblé être des thèmes fédérateurs pour créer quelque chose rassemblant différents acteurs.

Le cinquième point va un peu plus vers l'extérieur, en dehors de nous, avec la **mise en relation avec les acteurs de l'Éducation nationale et du périscolaire**, soit **proposer des formations pour des enseignants qui seraient intéressés par ce qui touche à l'international, par exemple**. Il y a déjà des associations qui interviennent dans les écoles avec des outils. Cela pourrait être faire un partage d'outils qui pourraient être utilisés par d'autres. Il y avait cette idée que l'Éducation nationale est ce qui va permettre peut-être que cette solidarité internationale se renouvelle. J'y pense tout d'un coup parce que cela me semble important quand même : au Conseil régional des jeunes, qui est donc une structure au niveau de la Région Bretagne, une des demandes faites par les jeunes pour travailler ensemble est de travailler sur les migrants. Cela fait donc partie de leurs problématiques, tout ce qui touche aux migrations et à l'international. Il y a donc une demande des jeunes. Ce n'est pas dans le scolaire, mais à côté. Cette demande existe.

Le sixième point se rapporte à l'**information grand public**. Dans le deuxième groupe, cela a été quelque chose d'important. Au départ, nous étions sur des campagnes d'affichage, sur le fait de trouver des problématiques communes. Puis il a été question de festivals, de créer un festival de la solidarité internationale quelque part en Bretagne. La dernière idée a été un bus de la solidarité internationale qui circulerait en Bretagne et qui, sur des territoires un peu plus en zone blanche, permettrait, en

² Le « Festival des Solidarités » regroupe, pendant une quinzaine de jours à l'automne, des animations autour de la SI

collaboration avec les associations locales, de regarder ensemble ce qu'est la solidarité internationale, pour créer quelque chose d'un peu différent. C'est une idée qui est arrivée comme cela. Nous l'avons relevée.

Une remarque a été faite, qu'il était peut-être important d'avoir en tête qu'il était intéressant que ce **collectif** soit **multi acteurs**. Il y a eu, par rapport au premier groupe, des questions par rapport au problème de financement. Aussi, si le réseau est multi acteurs, il serait peut-être envisageable de faire appel à des finances au niveau national, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères. Je trouve que c'est mobilisateur de se dire qu'on a envie d'aller vers d'autres structures que des structures associatives. Mais en même temps, cela peut être aussi une façon de pouvoir, en travaillant ensemble, répondre à ce problème des financements.

Sylvette Milin

PS-eau

On a aussi beaucoup fait référence au COREMOB³, que je ne connais pas personnellement. Cela fonctionne très bien apparemment. C'est peut-être une source d'inspiration, d'animation. C'est le comité régional de la mobilité, qui s'adresse aux jeunes et qui semble être une expérience vraiment intéressante, en tout cas inspiratrice pour un réseau lié à la solidarité internationale. Ce que n'a pas dit Gaëlle, c'est que nous avons proposé que le bus soit conduit par Lucie et Estelle. C'est pour plaire.

Nous avons également évoqué, en fin d'atelier, la question des intercommunalités. Puisque ce qui a été dit ce matin, c'est que là où les collectifs, où l'animation territoriale fonctionne bien, c'est que la collectivité locale s'empare vraiment de l'**organisation d'événements sur son territoire**. Ce sont les collectivités qui arrivent aussi à mobiliser différents types d'acteurs. Avec les réformes territoriales, parfois c'est la ville qui a la compétence, parfois l'agglomération. Les départements aussi se désparent parfois de ces questions de solidarité internationale. Au niveau régional, il est donc question qu'il y ait une réflexion sur l'**implication des collectivités**, et notamment des intercommunalités pour qu'elles puissent animer sur leur propre territoire ces questions de solidarité.

[Applaudissements]

Lucie Leblay

Merci. Il ne nous reste plus qu'une seule restitution, celle de l'**atelier numéro 4 sur la place des acteurs des pays du Sud dans le montage de projets**. C'est Robert Fleury qui nous rapporte. Merci.

Robert Fleury

Eau vive Loire Bretagne

Nous sommes les seuls à ne pas vous proposer d'action. Nous avons eu des échanges formidables, nombreux. Nous avons même eu des bonnes notes par rapport à nos interventions. Par contre, maintenant, il nous faut le temps de l'écoute. C'est-à-dire qu'il y a eu des questions, des positions, des pratiques différentes. Nous ne souhaitons pas forcément définir une ou deux actions tant que nous n'avons pas pris ce temps de l'analyse et ce temps de l'écoute. Ce temps de l'écoute qui nous a peut-être un peu quand même motivés sur l'ensemble de nos deux ateliers.

Il y a eu quatre ou cinq points importants. D'une part, il y a eu **la place des acteurs du Sud, donc l'écoute des acteurs du Sud**, avec les notions fortes qu'une intervention se fait toujours sur un territoire, avec déjà du multi acteurs, que ce soit en Amérique latine, en Afrique. Nous l'avons vu en Asie, où il y avait cette notion d'appréhender le territoire. On ne fait rien sans le territoire. Il y a aussi cette notion de gouvernance, complètement différente, puisque nous sommes passés, avec la décentralisation, à des communes. Mais existent encore les chefferies traditionnelles. De ce fait, il y a une

³ Comité régional de la mobilité

complémentarité entre la population et les collectivités. Puis il y a les notions de compétences, qui sont en évolution perpétuelle en Afrique, où nous devons avoir un regard sur le fait que nous ne sommes pas maîtres à bord et que nous devons compter sur les compétences du territoire. Ces compétences sont souvent liées à la société civile. Ce sont des gens qui sont formés aujourd'hui en Afrique et qui restent en Afrique. Il y a également des gens qui viennent se former en France et qui retournent aussi en Afrique pour servir leur territoire. C'est une première chose.

Deuxièmement, il y a la **place des acteurs du Nord, que nous sommes, avec une notion de repérage de nos compétences**. Il y a diverses compétences, voire des multi compétences dans nos différentes associations. Quelquefois, cela peut nous permettre de connaître des difficultés d'intervention. Il y avait également la notion de répertorier nos limites d'intervention. C'est-à-dire que nous ne pouvons pas tout faire. Il y a la notion de thématique. Nous pouvons agir sur l'eau, mais nous savons que nous agissons sur un développement global. Nous pouvons agir sur la santé, mais dans le cadre d'un programme. De ce fait, il faut donc que, les uns et les autres, nous puissions nous limiter dans nos possibilités d'intervention. Il y a aussi la notion d'organisation des partenariats et de faire des mutualisations de compétences. Nous intervenons souvent en direct de nos associations sans prendre en compte sur un territoire qu'il y a aussi d'autres compétences. Nous le vivons beaucoup sur l'eau en particulier, où chacun peut faire un puits parce qu'il y a besoin d'eau. Mais quand nous parlons d'une eau durable, d'un accès à l'eau durable, il faut absolument que nous puissions mutualiser. Puis il y a la notion de durable, d'œuvrer pour des projets pérennes. C'est-à-dire que quand nous avons des propositions d'action, parfois il faut savoir dire non. Parce que nous ne savons pas faire. Là, nous pouvons faire appel à d'autres.

Il y a une notion forte qui est venue sur les mobilités, les **mobilités et échanges Sud/Nord, Nord/Sud, Sud/Sud**, avec une idée de passerelle, une notion de facilité pour que nous puissions avoir ces échanges facilités. Il y a l'obtention de visa par exemple, les notions de coopérations décentralisées qui doivent prendre place, mais qui ont des difficultés à vivre parfois. Puis il y a les notions simples de découverte, pour savoir ce qui se passe sur un territoire, sans forcément avoir une intervention précise.

Il y a un autre point qui mérite bien sûr beaucoup de travaux. C'est **comprendre une conduite de projet**. C'est sans doute la possibilité de créer des outils communs. C'est définir une pratique professionnelle. Nous avons beau être associatifs, nous avons aussi un caractère professionnel de complémentarité avec d'autres champs professionnels, notamment le monde économique.

Faire savoir et comprendre une conduite d'un programme d'action : c'est quelque chose que nous avons des difficultés à faire valoir ici, dans nos plaidoyers, dans nos recherches de financement, tout simplement parce qu'un programme d'activités commence de l'initiative du projet jusqu'à sa réalisation. L'initiative prend en compte un certain nombre de domaines de formation, d'information, de consultation, de déplacement, qui sont souvent hors projet quand on demande des aides à la coopération. Puis il y a quelque chose d'assez précis aussi à faire entendre, qui est de **s'appuyer sur les réalités du pays**, réalités qui peuvent être politiques, climatiques et historiques. Dans le cadre par exemple d'une évaluation, il est toujours difficile de considérer tous ces éléments. C'est une difficulté, mais qui peut donc être l'objet d'un travail.

Pour terminer, nous l'avons entendu, il faut faire preuve de modestie, de patience pour que les projets soient bien tenus. Nous avons repris une citation, « seul, on va plus vite, ensemble, on va plus loin ». Alors nous espérons qu'avec la plate-forme, nous réussirons à mettre en œuvre un certain nombre d'actions de ce type-là pour réussir nos projets.

[Applaudissements]

On a failli se fâcher à la fin de l'atelier, parce qu'il est vrai que c'est difficile de bien comprendre l'action en tant que telle.

Marie Sergent
CASI Bretagne

Globalement, en revoyant vos actions, nous les avons toutes abordées. D'ailleurs, nous avons parlé de la création d'un lieu de rencontre régulier par thématique, ou par pays. Nous avons parlé de la formation pour améliorer nos compétences sur l'évaluation, la conduite de projet. C'est ce qui était dit à l'instant. Ce sont des choses que nous avons retrouvées. C'est donc transverse, mais là, c'était plutôt la **question d'une réutilisation de vos actions qu'il y a eu dans les trois ateliers, et de les spécifier en vue de valoriser la voix de nos partenaires du Sud.**

[Applaudissements]

Lucie Leblay

Y a-t-il des gens qui souhaitent réagir ?

Un intervenant

Je regarde toutes ces actions qui sont posées. Je m'interroge. J'ai une question, mais je n'ai pas de réponse, sur ce qui revient à la plate-forme et sur ce qui revient aux associations. Parce que je pense que la plate-forme ne doit pas faire à la place des associations, mais plutôt permettre aux associations de faire. C'est cela qui est, à mon avis, la difficulté. En voyant tout ce qui se passe là, c'est vrai que parfois, ce n'est pas très clair. Je pense que là, il faut donc être vigilant.

Une intervenante

Depuis ce matin, j'entends tout le temps les voix du Sud. Où sont les pays du Nord ? Nous n'intervenons pas ? Ce que j'ai entendu, c'était le Sud, l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est, l'Asie, le Vietnam. Je ne sais pas, mais quand je vois Bretagne solidarité internationale, pour moi, il manque le Nord.

Lucie Leblay

D'accord. Est-ce que quelqu'un souhaite réagir ?

Sylvette Milin

Par rapport à la réaction précédente, sur qui fait quoi, ce qui a été dit dans notre atelier, c'est que si cette nouvelle coordination régionale ou plate-forme régionale n'impulsait pas, ne venait pas en appui, ce sont des choses qui ne pourront pas se faire. Parce que nous ne pouvons pas demander trop et encore aux associations, ou au réseau Ritimo, par exemple, qui ont déjà du mal à mener leurs propres activités. Il y avait donc une attente forte d'activités qui soient portées directement par cette coordination régionale.

Lucie Leblay

Puis cela fait écho, si je peux me permettre, aux objectifs de cette nouvelle plate-forme. Une des valeurs socles qui étaient affirmées était ce principe de subsidiarité, où on ne se substitue pas, mais où on vient compléter si jamais il y a un besoin exprimé, mais qui ne trouve pas de réponse.

Sylvette Milin

Compléter, ou même appuyer directement un réseau départemental ou local qui veut mener une action.

Lucie Leblay

Tout à fait. Merci, Sylvette. Je crois qu'Alain voulait aussi réagir.

Alain Diulein

Oui, je voudrais répondre à Madame, qui a posé une très bonne question. Ce sont des choses dont nous avons débattu, en tout cas dans l'atelier 1 où j'étais ce matin. S'occuper du Nord, c'est déjà par exemple échanger avec nos partenaires du Sud sur des pratiques, sur l'environnement, l'écologie, l'éducation et le développement. C'est, dans des associations qui existent au Nord, avoir différentes sections ou

différentes commissions de solidarité locale et de solidarité internationale qui communiquent. C'est traiter le problème des migrants, des migrations, des gens qui arrivent et qui amènent un certain désordre, ou un certain dysfonctionnement dans le pays ou dans le continent, et qui font qu'il faut traiter le problème, travailler la thématique. Finalement, pour moi, la solidarité internationale est incluse dans les solidarités humaines. Finalement, il y a donc des gens qui traitent l'ensemble du problème. Il y a des gens qui sont plus orientés pour s'occuper des solidarités au niveau du Nord. Nous, ici, actuellement, sur ces deux jours, parlons de la solidarité internationale. Mais nous n'occultons absolument pas ce qui se passe dans notre pays, en Europe, et avec tous les événements qu'il peut y avoir, favorables ou défavorables, les désordres, etc. Mais nous avons quand même cette idée, toujours, de traitement et de travail sur l'éducation, sur l'humanité, sur la bienveillance par rapport à l'humanité. Voilà ce que je pense. Le thème est là, mais en filigrane, derrière nous. La solidarité, c'est un bien commun à l'humanité.

Lucie Leblay

Merci.

Gilles Maréchal - Président AMAR

Je vais faire ma petite Sonia, puisque c'est Sonia qui était dans le rôle de l'emmerdeuse, du poil à gratter, ce matin. Parmi les choses que nous avons vues, il y a beaucoup de choses qui sont partagées, tellement partagées que nous les trouvons déjà dans ABCIS, et pas toujours avec un succès éclatant. La preuve, c'est que nous sentions le besoin de renouveler la formule. Il me semblait important de considérer aussi le passé, et notamment ce qui s'est réalisé, ou pas, au sein d'ABCIS, pour trier ce qu'il est raisonnable de vouloir faire ensemble. Tout ce qui a été présenté est très séduisant. Mais malheureusement, je pense que la réalité va nous ramener vers elle pour dire que tout n'est pas réalisable. Il me semble donc important qu'au-delà de ces objectifs communs, nous fassions aussi un tri, une hiérarchisation pour que la nouvelle plate-forme qui existera soit réellement opérante, que nous sentions la différence par rapport à ce qui va se faire. Je crois que le vaste programme qui nous est présenté, pour séduisant qu'il soit, ne le permet pas. Nous n'aurons pas les forces pour le faire. Nous allons donc avoir un chantier qui va être de hiérarchiser ce que nous devons faire pour réellement montrer la différence en relativement peu de temps.

Lucie Leblay

Et ce que nous serons réellement en mesure de mettre en œuvre. Merci.

Une intervenante

En complément de ce que vient de dire Gilles, concrètement, quels sont les moyens humains et les moyens financiers que nous mettons en place ? Parce qu'il faut déjà savoir cela avant de savoir ce que nous faisons, ce que nous pouvons faire.

Lucie Leblay

C'est une très bonne transition vers le dernier temps de cette journée, puisque vous parlez justement des perspectives de ce nouveau réseau, et notamment du comité opérationnel.

Je laisse donc la parole à Madame Salami-Dadkhah et à Alain.